

**Vladimír ŠPIDLA**

Member of the European Commission, with responsibility for  
Employment, Social Affairs and Equal Opportunities

**Social fairness in sustainable  
development**

**A green and social Europe**

*Check Against Delivery  
Seul le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort*

**24.02.2009 - Bruxelles**

**SOCIAL FAIRNESS IN SUSTAINABLE DEVELOPMENT  
A GREEN AND SOCIAL EUROPE**

**24.02.2009 - Bruxelles**

Mesdames et Messieurs,

La conférence d'aujourd'hui pose **la question centrale du développement durable**. Est-ce qu'il est possible de consolider notre modèle de développement à long terme, et en même temps, de développer sa dimension sociale?

C'est maintenant que nous devons choisir l'Europe que nous voulons. Si nous laissons passer quelques années de plus sans réagir, il est probable qu'il sera trop tard pour revenir en arrière.

La Commission européenne est déjà engagée dans ce défi. Je pense avant tout au paquet "énergie climat", que nous avons présenté en janvier dernier, et qui a été adopté par le Parlement et le Conseil européens en décembre dernier. Nous avons franchi là un cap important concernant la réduction des gaz à effets de serre ou encore le développement des énergies renouvelables.

La Commission tient à renforcer le volet social autant que le volet environnement. Je suis convaincu que nous devons avancer sur deux pieds : à la fois en restant fidèle à une redistribution des richesses équitable, et en respectant notre environnement.

Il y a deux ans, la Commission avait lancé une réflexion sur la cohabitation des politiques environnementales et des politiques sociales. Aujourd'hui, nous avons un rapport de qualité pour alimenter nos travaux. Une excellente base pour nos échanges d'aujourd'hui, et pour les grandes décisions de demain.

Cette base nous rappelle que **nos habitudes de production et de consommation nous mènent dans une voie sans issue.** Notre planète ne supportera pas un tel rythme à long terme.

Notre climat est en train de changer. Même si nous ne savons pas à quel point notre comportement pèse sur ce changement, nous sommes conscients que nous devons évoluer pour limiter au maximum le réchauffement climatique.

Nous devons aussi réagir pour parer à d'autres failles de notre mode de développement. Je pense aux ressources naturelles, qui sont limitées, et dont le prix augmente au fur et à mesure que leur quantité diminue. Je pense également à toutes les

formes de pollution, qui menacent notre santé en plus de menacer les grands équilibres écologiques.

Je pense enfin à la cohésion sociale, qui est fragilisée par tout développement non durable. Les personnes les plus pauvres ne sont pas responsables de ce développement non durable, et pourtant ce sont celles qui souffrent le plus :

- des catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique,
- de la flambée des prix de l'énergie et des matières premières
- et de la pollution en général.

Le développement durable doit aller de pair avec la justice sociale. Nous devons poursuivre l'objectif d'une 'justice environnementale'.

Plus largement, nous devons rechercher l'adhésion de tous les Européens si nous voulons réussir la conversion au développement durable. Basculer vers une économie faible en carbone, vers une utilisation raisonnée des ressources

naturelles, vers les énergies renouvelables, tout cela doit se faire sans laisser personne sur le bord du chemin.

Pour y parvenir, nous devons faire appel au potentiel de synergie entre les politiques pour un développement durable et les réformes économiques et sociales. Les personnes les plus pauvres sont également celles qui ont le plus à gagner d'une réduction de la pollution. Et seule la perspective d'un développement durable pourra donner à tous les citoyens un espoir de bénéficier d'une réelle amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs enfants.

**Ces synergies doivent être davantage identifiées et utilisées.** Nous passons actuellement par une des crises économiques des plus sérieuses depuis un siècle, à laquelle répondent des plans de relances de la Commission et dans les Etats membres de l'Union. Cette relance économique se fera par une injection de pouvoir d'achat dans l'économie et par de grands programmes d'investissement.

Faisons en sorte que ces plans de relance exploitent au maximum les synergies possible entre cohésion sociale et développement durable. Sortons de cette crise par des mesures ambitieuses qui nous permettent de retourner à une

croissance économique réellement durable et bénéficiant à tous les membres de nos sociétés.

La Commission a montré la voie avec le plan de relance qu'elle a présenté en novembre dernier.

- Ce plan comporte une initiative majeure pour préserver l'emploi. Même si l'objet de la conférence d'aujourd'hui ne tourne pas directement autour de l'emploi, nous savons à quel point avoir un travail compte pour les Européens.
- Ce plan comporte aussi un volet majeur pour développer ce que nous avons appelé les "investissements intelligents". Ce sont des investissements qui visent à la fois à favoriser la croissance et à assurer un bon développement à long terme. Il s'agit notamment de promouvoir la recherche et l'innovation, par exemple dans les secteurs de l'automobile et de la construction.

Nous avons cherché à renforcer le développement durable dans notre économie et en même temps à œuvrer en matière sociale. Nous le faisons parce que nous croyons que ces deux orientations sont les piliers d'un même modèle de société. Nous le faisons parce que nous croyons que le développement

durable et le social sont complémentaires et se renforcent mutuellement.

Je suis convaincu que la conférence d'aujourd'hui nous permettra de le voir davantage encore, et surtout de déblayer de nouvelles pistes pour avancer davantage dans ce sens encore.

Je vous remercie de votre attention.